***Modèle de délibération. Les éléments surlignés en gris sont à compléter***

**Délibération N°……**

**Présents**

**…..**

**Objet : Convention d’adhésion au service de paie à façon du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gard.**

**Annexe :** Convention d’adhésion au service de paie à façon du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gard.

Monsieur/Madame le/la Maire/Président(e) informe les membres du Conseil municipal / Conseil syndical / Conseil de communauté / Conseil d’administration que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gard propose un service facultatif de paie à façon pour les collectivités territoriales et établissements publics. Cette mission a pour objectif d’aider les collectivités dans les travaux liés à la confection des paies (rémunérations et indemnités).

Dans ce cadre le service réalise l’ensemble des opérations liées à la paie des agents et des élus de la collectivité dans le respect de la réglementation en vigueur.

Les modalités d’exécution de ce service sont précisées dans la convention jointe au présent rapport avec le détail des prestations assurées et les tarifs appliqués.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal / Conseil syndical / Conseil de communauté / Conseil d’administration de solliciter le service de paie à façon du Centre de Gestion de la fonction Publique Territoriale du Gard pour les prestations proposées et d’autoriser Monsieur/Madame le/la Maire/Président(e) à signer la convention correspondante dont le texte est soumis aux conseillers.

Le Conseil municipal / Conseil syndical / Conseil de communauté / Conseil d’administration,

Le rapport de Monsieur/Madame le/la Maire/Président(e) entendu,

Après en avoir délibéré,

**Décident à ………..**

**Article 1 :**

D’adhérer au service de paie à façon du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Gard.

**Article 2:**

D’approuverla convention d’adhésion au service de paie à façon telle que jointe en annexe.

**Article 3 :**

D’autoriser Monsieur/Madame le/la Maire/Président(e) à signer ladite convention d’adhésion et tous les actes qui en découlent.

**Article 4 :**

D’inscrire les crédits correspondants au budget de la collectivité.

Fait à……, le ………

Pour extrait certifié conforme

Le Maire (2),

Visa de la préfecture :

Délibération rendue exécutoire par publication à compter du

Le Président informe que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). » pour le recours contentieux.